



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LE PRÉSIDENT DES PATRONS

PRÉPARONS LA RIPOSTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 1 JUIN 2017

Pour mener les prochaines étapes de son offensive contre les travailleurs et les classes populaires à coup d'ordonnances, Macron veut maintenant conquérir une majorité parlementaire à l'occasion des prochaines élections législatives. Mais alors qu'il jouait les « antisystème » pour se faire élire président, les listes de « *La République En Marche* » s'annoncent comme une vaste opération de recyclage. On y trouve les politiciens qui ont mis en place les politiques anti-ouvrières ces dernières décennies, ainsi que les traîtres, des arrivistes, des patrons...

AVEC MACRON, PATRONS ET CAPITALISTES SONT AUX ANGES

Pour ce gouvernement au service du patronat, toutes les attaques sont déjà programmées. Après une soi-disant « concertation » avec les syndicats et les organisations patronales qui durera jusqu'à l'élection de la nouvelle assemblée – le 18 juin – ce sera le rapide lancement de l'offensive contre le Code du travail, avec le vote d'une loi d'habilitation à légiférer par ordonnance « *durant l'été* », puis une loi de ratification des ordonnances « *courant septembre* ».

L'objectif : aller plus loin que la loi El Khomri, en privilégiant les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au Code du travail. En ligne de mire, les salaires et la majoration des heures supplémentaires, qui pourraient – avec un accord local – être inférieurs à ceux prévus dans les accords de branche. Et pour faire passer un accord qui n'aurait que la signature de syndicats minoritaires, il est proposé qu'un patron puisse organiser un référendum dans l'entreprise. Il est également prévu de réintroduire le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif, supprimé de la « loi travail ». A l'ordre du jour encore, une hausse de la CSG de 1,7 point qui pèserait sur les salaires et les retraites... pour compenser la suppression des cotisations chômage et maladie.

Macron prévoit enfin de s'en prendre, d'ici la fin de l'année, à l'assurance chômage, puis à l'horizon du 1^{er} semestre 2018, au système de retraite.

CE N'EST PAS À L'ÉLYSÉE, NI À MATIGNON QU'ON OBTIENDRA SATISFACTION

Face à cette offensive imminente, la mise en œuvre, par les directions syndicales, d'un plan de mobilisation sociale d'ampleur serait la moindre des choses. Mais après les premières rencontres entre les responsables syndicaux et Macron, puis son premier ministre, on est très loin du compte.

Alors que Macron s'est ouvertement payé la tête de ses interlocuteurs syndicaux, déclarant à un de ses ministres : « *Je ne leur ai rien dit* », tous ont voulu croire qu'il allait assouplir son calendrier.

Berger de la CFDT a « *senti un président de la République à la fois déterminé à mettre en place ses réformes, mais aussi à l'écoute* ». Mailly de FO a « *senti qu'à priori, il y a des marges de manœuvre* ». Quant à la CGT, elle a estimé que « *si le Président semble déterminé sur sa volonté d'accroître la casse du Code du travail, [...], il semble plus mesuré sur la forme et les délais de mise en œuvre* » !

AU-DELÀ DES LÉGISLATIVES : PRÉPARER LA RIPOSTE

Nous voilà donc prévenus : nous ne pourrions pas compter sur les directions des confédérations syndicales pour préparer cette inévitable confrontation.

Partout, dans les lieux de travail, les écoles, les quartiers, la question clé va être de regrouper, dans les syndicats, dans les collectifs de lutte, les forces disponibles pour engager la contre offensive contre les projets du gouvernement.

Ce regroupement a déjà commencé avec le « Front social » qui regroupe à ce jour plus de 70 organisations syndicales et associatives. A son appel, des milliers de personnes ont déjà manifesté le 22 avril, veille du 1^{er} tour de la Présidentielle, puis le 8 mai, au lendemain du 2^{ème} tour. Il appelle d'ores et déjà à manifester le 19 juin, au lendemain du 2nd tour des législatives.

Dans ces élections législatives, là où le NPA n'est pas en mesure de présenter des candidat(e)s sur le programme défendu par Philippe Poutou à la présidentielle, il appelle à voter pour les candidat(e)s de Lutte ouvrière. Un moyen d'affirmer que nous nous préparons à repousser les offensives à venir !



LE « RENOUVEAU » : UN CLONE DE GATTAZ À LA TÊTE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL

« *Bien-être et efficacité au travail* », c'est le titre d'un des livres de Muriel Pénicaud, la nouvelle ministre du travail. Ancienne directrice des ressources humaines du groupe Danone, où elle a supprimé 900 emplois, ancienne administratrice d'Orange au moment des réorganisations qui ont provoqué de nombreux suicides, elle cumulait jusqu'à sa nomination les mandats d'administratrice d'Aéroports de Paris, d'administratrice à la Fondation Bettencourt-Schueller, de directrice générale de Business France et de membre du Conseil de surveillance de la SNCF. Pour étaler ses compétences, elle affirme qu'elle « *parle le même langage que les patrons* », elle parle « *stratégie business* ».

Son directeur de cabinet, Antoine Foucher, était quant à lui Directeur général adjoint du Medef jusqu'en 2016, puis Directeur des relations sociales chez Schneider Electric.

Dans ce ministère, on trouve encore l'économiste qui a inspiré à Macron le plafonnement des indemnités en cas de licenciement abusif afin de rendre les « *licenciements plus prévisibles* » pour les patrons. Et, surtout, il y a Pierre-André Imbert, qui avait rédigé toute la loi travail, dite "El Khomri".

En somme, que des habitués de la lutte des classes, mais côté patronal. Nous voilà au moins prévenus.

GM&S INDUSTRY EN SURSIS, RENAULT ET PEUGEOT DÉDOUANÉS ?

Un petit délai a été accordé par le tribunal pour étudier une nouvelle offre de reprise. Depuis 15 ans, le même scénario. Les repreneurs se succèdent. Ils empochent les aides publiques, investissent le moins possible. Et une fois pompée la trésorerie, ils laissent s'accumuler les dettes avant de quitter le navire en perdition.

Des méthodes qui devraient conduire à la confiscation de leur fortune. Mais qui ne doivent pas faire oublier qu'en toile de fond, il y a le chantage à peine voilé du retrait des commandes des donneurs d'ordre – Renault et Peugeot – qui exigent toujours plus de leurs sous-traitants. Une machine à broyer la vie des salariés au profit des actionnaires des firmes automobiles. Largement de quoi justifier l'interdiction de toute suppression d'emploi chez GM et S. Et d'exiger que les principaux responsables, les actionnaires de Renault et Peugeot, soient contraints d'assumer juridiquement et financièrement le financement de cet objectif.

MACRON-POUTINE : COMME AU THÉÂTRE, CHACUN DANS SON RÔLE

Plus de 200 ans après la Révolution française, le château de Versailles pour accueillir Poutine : tout un symbole ! On pourrait en rire si Versailles n'était pas le lieu le plus symbolique de la toute puissance des rois contre les peuples, mais aussi de la

réaction sanglante de la bourgeoisie contre la Commune de Paris, en 1871, cette première révolution prolétarienne au monde. En invitant Poutine, Macron lui a offert l'occasion de sortir du rôle de chef d'Etat infréquentable. En acceptant l'invitation, Poutine aide Macron à se construire un statut sur la scène internationale. Les deux sont d'accord pour mettre au premier plan des priorités la lutte contre le terrorisme international. Malgré le bilan désastreux de ce qui a été fait à ce sujet en Afghanistan, au Moyen Orient ou en Libye. La question des droits de l'homme a bien été mise sur la table par Macron. En réponse, Poutine a assuré vouloir faire toute la lumière sur le traitement réservé aux homosexuels en Tchétchénie. Macron, bon prince, feint d'y croire. Fermez le rideau.

LA RETRAITE DE NABAB DE FRANÇOIS HOLLANDE

Le 14 mai dernier, c'est tout sourire que François Hollande a passé le témoin à Macron, son ancien protégé. Pour lui, pas d'angoisse du lendemain, à la différence des salariés virés de leur entreprise.

En effet, l'ex-chef de l'état profitera d'une retraite globale de 15 100 € net mensuels. En travaillant dans le privé, il aurait fallu qu'il gagne un salaire brut mensuel de 29 420 € pendant 25 ans pour obtenir une telle pension. Mais comme d'autres « professionnels » de la politique, pour en bénéficier, Hollande n'aura jamais rien fait d'autre que de la politique aux frais des contribuables.

Ce qui ne l'a pas empêché, en 2013, de promouvoir contre ceux et celles qui vivent de leur travail une réforme des retraites portant à 43 ans la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein, avec des montants bien éloignés de sa pension mirobolante.

LE BUSINESS

AU NOM DE LA LUTTE ANTITERRORISTE

« *Nous ne sommes pas ici pour donner des leçons, nous ne sommes pas ici pour dire aux autres comment vivre* », a affirmé Trump lors de sa visite en Arabie saoudite. Pour parler des droits de l'homme bafoués, de l'ignoble oppression des femmes ou de la sale guerre au Yémen (à laquelle les États-Unis participent), ce n'était en effet pas le jour. La visite concluait plusieurs affaires pour un total de 380 milliards de dollars, dont 110 de vente d'armes.

Mais c'est pour la bonne cause : la lutte contre les terroristes et la puissance qui les « *finance, arme et entraîne* », l'Iran. Comme si le régime saoudien n'avait jamais financé, armé et entraîné Daech ou Al-Qaïda !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique